



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

A bas l'Accord budgétaire et la réforme des pensions : la pression se met dans la rue !



Vers une deuxième grève générale !

Aussi dans ce numéro :

SNCB : grève des accompagnateurs - p.6

Mesures d'austérité: «Pas touche à l'index» ? - p.4

L'hiver russe s'annonce chaud - p.10

La LIT-QI a 30 ans - p. 14

Y a-t-il une solution à la crise de la dette, dans le cadre de l'UE et de l'euro ?

p. 8

Journée internationale de la femme : Il n'y a pas de fraternité de femmes...

p. 16

A bas le diktat de l'UE !

p. 2

A bas le diktat de l'Union européenne !

Le jeudi 5 janvier, le Commissaire européen Olli Rehn envoya une lettre au gouvernement Di Rupo qui lui imposait d'adopter des coupes de 1,2 à 2 milliards d'euros dans le budget 2012, exigeant une réponse « *au plus tard pour lundi matin* » (9 janvier). Le lendemain, le gouvernement gela des dépenses publiques pour le montant requis. Le « socialiste » à la tête du gouvernement se limite à regretter la crise, causée par « *la cupidité d'une partie du monde de la finance* ». ¹ Et aux militants de la CGSP qui dénoncent les « mesures antisociales du gouvernement », il exhorte à « *ne pas dire de choses excessives, au risque de conduire les citoyens vers l'abîme* ». ²

Des choses excessives... En 2011, le prix du gaz a grimpé de 18,2 % et celui de l'électricité de 12,5 %. ³ Des sans-abri meurent de froid. On porte les derniers coups au système de pré-pensions alors qu'il y a des personnes privilégiées qui bénéficient d'une pension de 4.000 euros par jour. ⁴ L'avenir s'assombrit encore pour tous ceux qui n'ont pas de travail quand, entre-temps, les « investisseurs professionnels » continuent d'engranger de succulents intérêts de 4 % (au mois) pour les prêts concédés à l'Etat.

En Grèce, c'est le même Olli Rehn et sa Troïka qui impose au peuple une baisse de 22 % du salaire minimum et le licenciement de 15.000 fonctionnaires, alors qu'un travailleur sur cinq y est au chômage. Les travailleurs grecs y ont répondu par une nouvelle grève générale de 48 heures ; la bannière « *A bas la dictature des monopoles de l'Union européenne !* » flotte sur l'Acropole.

Chez nous aussi, on nous fait craindre la pire des catastrophes si nous ne suivons pas les injonctions de « l'Europe ». Nous subirions ainsi la menace de connaître « le sort de la Grèce, qui risque d'entrer en défaut de paiement ». Comme si le gouvernement grec n'était pas déjà depuis des mois en défaut de paiement face à l'immense majorité de ses créanciers : les travailleurs, fonctionnaires, pensionnés, non payés ! Mais chez nous aussi, les travailleurs ont mené une grève générale

La vraie menace, pour le capital, c'est la lutte de classes. La solution, pour le peuple, n'est pas de « faire des efforts » pour satisfaire les exigences de « l'Europe ». Une fois pour toutes, il faut avoir le courage de dire non à la dictature du capital, il faut exiger que l'Etat paie ses dettes envers les pensionnés qui ont apporté leur force de travail pendant la plus grande partie de leur vie ; qu'il paie une allocation décente au travailleur que le capital a laissé dans la rue ainsi qu'au jeune diplômé pour lequel la bourgeoisie n'a pas de job à offrir suivant ses compétences. Pour ce faire, il faut exiger, parallèlement, **que l'Etat ne reconnaisse plus aucune dette envers les banquiers et les spéculateurs**, plutôt que de les aider à sauvegarder leur consommation de luxe et leurs bénéfices issus d'une exploitation sans merci, moyennant la ruine de notre économie.

La grève générale du 30 janvier a été un succès, en dépit du peu de zèle qu'ont mis les directions syndicales à sa réussite : Anne Demelenne (FGTB) ne s'excusait-elle pas des initiatives spontanées de fermer des carrefours

à la circulation, pour lesquelles « elle n'avait pas donné de consignes » ? ⁵ **Mais sans continuité dans la lutte, même les maigres concessions vont s'évaporer.** Les pompiers l'ont bien compris quand ils sont allés manifester jusque dans la zone neutre de Bruxelles pour revendiquer que, dans leur métier, il n'était pas question de travailler jusqu'à 60 ans. Les accompagnateurs de train l'ont bien compris eux aussi quand ils ont réagi par un arrêt de travail à Bruxelles-Midi et par la programmation d'une grève pour le 15 février en front commun (lamentablement rompu par la suite par la direction de la CSC-Transcom). Les dirigeants de la SNCB, pour leur part, avec leur salaire de plus de 40.000 euros par mois, ⁶ n'ont pas de problème avec les mesures d'austérité. On le voit, malgré les efforts des directions syndicales que les travailleurs placent leur confiance dans une concertation sans lendemain, la lutte continue.

La CES propose de faire du 29 février une journée d'action européenne... La situation d'affrontement historique que nous vivons aujourd'hui requiert, au minimum, une grève générale européenne, préparons-là sans attendre ! C'est la seule voie par laquelle poser, face à l'ensemble des Etats et de l'UE, la question de la conquête du pouvoir par les travailleurs et les travailleuses ; la seule voie par laquelle avancer vers une vraie alternative à l'Europe du capital : **une Fédération d'Etats socialistes d'Europe.**

¹ Le Soir 1.2.2012 ² Le Soir 16.1.2012

³ Le Soir 4.1.2012 ⁴ La reine Fabiola

⁵ Le Soir 31.1.2012 ⁶ Le Soir 12.01.2012



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Grève générale deux mois seulement après l'Accord de gouvernement

Une attaque historique

L'escalade brutale de la prise de pouvoir de « Merkozy » via l'Union européenne s'est accompagnée, en Belgique, de la montée du PS au sommet de l'Etat et de la promulgation d'un plan d'austérité draconien. L'attaque est simultanée aux niveaux clés de la sécurité sociale. Les allocations de chômage sont réduites plus rapidement, les allocations d'attente postposées et limitées dans le temps, les contrôles accrus et les exclusions facilitées. Les possibilités d'alléger la carrière (crédit-temps) ou d'en réduire la durée (prépensions, pensions anticipées) sont restreintes. Le calcul de la pension est toujours plus défavorable. Il n'y a pas eu d'attaques aussi importantes et globales contre les travailleurs belges ces 30 dernières années... et ce ne sont là que les premières salves. L'économie est en récession et un nouvel ajustement budgétaire est prévu fin février.

La guerre sociale est déclarée

Le 20 décembre, à l'annonce de la réforme des pensions, une grève spontanée éclatait dans les chemins de fer, précédant de deux jours la grève générale des services publics. Le 30 janvier, la paralysie fut totale dans le transport public (train, tram, bus), dans les ports, dans les grandes entreprises industrielles et dans la distribution. L'enseignement et l'administration furent également touchés. Les piquets filtrants, bloquants, volants, plus nombreux que prévus, ont partout exprimé la colère et le mal-être de ceux à qui on demande de payer des milliards d'euros pour restaurer la « confiance » des banques européennes. Pour apprécier ce mouvement, difficile de s'en référer aux médias : d'une seule voix, ils ont tenté de délégitimer la contestation, diviser l'opinion publique et restreindre le droit de grève. « Une grève non soutenue majoritairement » ? Pour juger du suivi, il n'y avait qu'à voir l'état de la circulation, tout à fait fluide, alors qu'elles affichaient 200 km de bouchons en semaine. La plupart des piquets étaient symboliques tant furent

peu nombreux les travailleurs venus se présenter pour travailler. « Une grève sans impact » ? Selon le patronat, la grève général lui coûterait entre 600 et 800 millions d'euros. Rien qu'au port d'Anvers (deuxième port européen), paralysé, les pertes se seraient élevées à un million d'euros par heure ! « Une grève pour rien... une austérité inéluctable » ? Maintient de la prépension avant 60 ans moyennant 40 ans de carrière, prolongation des allocations familiales pendant le stage d'attente,... Les bases syndicales ont su imposer l'arme de la grève générale, et les premières victoires sont là !

Les directions syndicales font le jeu du gouvernement

Nous sommes maintenant à la croisée des chemins. Les directions syndicales ont de nouveau déclaré la grève le plus tard possible, sans préparation sur les lieux de travail, en dissuadant de bloquer certains zonings et axes routiers, voire en incitant à ne pas mobiliser les bases des affiliés. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'agissait que de répondre à la pression de la base tout en jouant son rôle de contrôle et de canalisation du mécontentement populaire vers la voie sans issue de la concertation : « *Le seul espoir visible vient de l'ouverture que le gouvernement a concédée, samedi, au Parlement, sous la pression syndicale, pour organiser une concertation avec les partenaires sociaux.* »¹ Et de surcroît, une concertation secrète : « *Nous n'allons pas nous exprimer sur les modalités liées à la concertation car les interlocuteurs sociaux souhaitent travailler dans le discrétion.* »²

Le PS dispose des meilleurs relais syndicaux pour tenter d'imposer l'austérité aux travailleurs. La « concertation sociale », c'est son arme ! Jouant le jeu, le gouvernement assouplit certaines modalités d'application des mesures, dans l'espace des « marges disponibles », ce qui permet aux directions syndicales de freiner l'affrontement direct des travailleurs avec le gouvernement en espaçant au maximum les



30 janvier, 7h30, bravant le gel, une trentaine de cheminots bloquent les accès des bâtiments administratifs et de la cabine de signalisation de Bruxelles-Midi. Sous les lumières rouges des fumigènes, on entonne l'Internationale. Aucun train ne roulera ce jour.

journées de luttes, laissant passer un mois avant l'action suivante et permettant une valve d'évacuation de la pression, tout en tentant de décourager le mouvement. Se concerter sans combattre, c'est capituler au plan d'austérité des banquiers et de la troïka.

Comment continuer le combat ?

Le véritable enjeu n'est pas la sauvegarde du « dialogue social » mais le retrait de l'ensemble des mesures de réduction des dépenses au niveau de la sécurité sociale et des services publics. La grève générale a été imposée par la base. Les travailleurs ont démontré qu'ils peuvent prendre leur destin en main et résister contre ces attaques. Seule par la lutte, ils ont le pouvoir d'aller plus loin et de faire reculer le gouvernement. Avec cet objectif, les syndicats doivent continuer le combat dans la rue, par la grève, avec un plan de lutte déterminé ! Les avancées sont fragiles, et si la confrontation ne s'intensifie pas, aucune avancée réelle ne sera acquise. Partout, dans chaque entité, organisons un maximum d'assemblées d'information, de décisions et d'actions et préparons, sans attendre, une seconde grève générale !

¹ Communiqué des sommets FGTB, CSC et CGSLB, 14.12.2011

² Audrey Lhoest (FGTB), RTL info, 18.01.2012.



Les mesures d'austérité

Voici un bref aperçu des mesures d'austérité pour la Belgique publiées au Moniteur le 30 décembre 2011. Outre quelques mesures fiscales qui nuisent surtout aux modestes revenus, elles concernent essentiellement le chômage et les fins de carrière. Il est clair que ce n'est qu'une première salve. Il s'agit, pour le moment, de ne pas encore heurter de front l'ensemble de notre classe. Mais d'autres mesures, en particulier sur les salaires, sont bel et bien en chantier (voir à côté sur l'Index).

Mesures fiscales

Plusieurs avantages fiscaux concernant les investissements d'économie d'énergie sont revus à la baisse ou abrogés, sous prétexte que cette déductibilité est maintenant de la compétence des Régions. L'abrogation est toutefois immédiate, alors que les Régions avaient déjà fixé leurs budgets, sans cette déductibilité. D'autre part, les intérêts notionnels, qui permettent aux grandes entreprises comme Arcelor Mittal d'échapper à l'impôt, sont maintenus.

Crédit-temps

Un salarié peut avoir besoin temporairement d'interrompre totalement ou partiellement sa carrière professionnelle, par exemple pour soigner un parent âgé, pour suivre une formation ou pour lever le pied à un certain âge quand le travail devient trop pénible. Une allocation peut alors être payée par l'ONEM. La nouvelle loi durcit considérablement les conditions de cette possibilité. Par exemple, si pour un crédit-temps à temps plein ou à mi-temps, il suffisait de 2 ans d'ancienneté, il faut maintenant 5 ans de carrière et 2 dans l'entreprise, sauf pour certains motifs précis.

D'autre part, si on prend un crédit-temps à mi-temps pour 2 ans, cela ne sera comptabilisé pour la pension que comme une année. Et les années de crédit-temps « d'atterrissage », pour les personnes âgées entre 50 et 59 ans, ne compteront plus que sur base du salaire minimum pour la pension.

Prépension et pension

Ne dites plus « prépension » mais « régime de chômage avec complément d'entreprise ». Le gouvernement crie haut et fort qu'il ne touchera pas à l'âge de la pension (65 ans), mais il affirme que, « sur recommandation » de la Commission européenne, il doit prendre des mesures pour maintenir les personnes âgées au travail, et donc réduire tout « décrochage » avant 65 ans.



L'âge d'accès à la pension anticipée recule de 58 à 60 ans, et plus encore si la carrière a moins de 40 ans. La prépension à mi-temps disparaît progressivement. Pour le secteur public, le mode de calcul est revu à la baisse (souvent sur base des 10 dernières années au lieu des 5).

Chômage

La propagande gouvernementale nous fait croire que les allocations ne seront toujours pas limitées dans le temps (comme c'est le cas dans

d'autres pays), mais après une période qui peut varier de 14 mois à 4 ans, on passe à une allocation minimale située bien en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire, comme si on dépendait du CPAS. En plus, la dégressivité des allocations s'accélère, les conditions qui permettent de refuser une offre d'emploi inadaptée deviennent plus strictes, les personnes âgées doivent rester plus longtemps disponibles sur le marché de l'emploi, et les périodes de chômage contribuent moins à la pension.

Stage d'attente

Cela s'appelle maintenant « stage d'insertion », mais si tu es jeune diplômé, c'est l'attente qui devient plus longue : 12 mois sans allocation au lieu de 9, y compris si tu es déjà « en attente ».

D'autre part, tu dois réussir un contrôle tous les 4 mois. Les conditions pour déterminer si un emploi est « convenable » (distance de ton domicile, adéquation avec ta formation...) deviennent plus strictes, et si l'Onem juge que tu n'as pas fourni assez d'efforts, elle suspendra tes allocations durant au moins 6 mois... jusqu'à obtenir enfin un contrôle positif.

En outre, à partir de l'âge de 30 ans, l'allocation obtenue après l'attente est limitée dans le temps : 3 ans maximum. Si entre-temps tu n'as pas pu totaliser la durée de travail à temps plein exigée pour accéder au chômage complet indemnisé (entre un an et demi et trois ans quasi sans interruption, selon les cas), il ne te reste que le CPAS... ou la rue.

D'autre part, les jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emploi sont particulièrement pénalisés (voir encart).

Et pour les patrons...

Rien que des cadeaux, comme par exemple davantage de flexibilité pour les licenciements et de «diminution de

charges», c'est-à-dire une diminution du salaire indirect des travailleurs.

« Pas touche à l'index » ?

Le 16 février, le Premier ministre Di Rupo a solennellement répété au Parlement que l'accord gouvernemental prévoit « *le maintien du mécanisme d'indexation automatique des salaires et des allocations* ». Il répondait ainsi à des affirmations de partenaires dans son gouvernement¹ qui, mettant l'index en question, auraient fait « *beau-coup de bruit pour rien* ».

Pour rien ? Dans la même intervention, le Premier révèle qu'il a encouragé la Banque Nationale à poursuivre l'étude de la question, convaincu qu'il faudra faire quelque chose puisque « *c'est une évidence : l'augmentation des prix a un impact direct sur le pouvoir d'achat des Belges et sur la compétitivité des entreprises* ».

Le lendemain, l'édito du journal *Le Soir* souligne que « *L'heure est aux solutions, plus aux tabous, qu'ils soient de gauche (l'indexation) ou de droite (les impôts)* ». Personne n'ose avouer carrément une mise en question du « principe », mais un accord se dessine en douceur pour vider de son contenu cet acquis des travailleurs.

Fin janvier, à la veille de la grève générale, des ténors du CD&V² préconisaient un saut de l'index, qui serait indispensable « *pour préserver la compétitivité des entreprises* ». On le présente comme une mesure « transitoire » : la prochaine fois qu'il faut adapter les salaires à une augmentation du coût de la vie, on « passe ». En fait, on baisse le salaire réel d'autant de pour cent, pour toujours. Cette astuce a été employée en 1984, quand le gouvernement disposait de pouvoirs spéciaux et a décrété par l'arrêté 278 trois sauts d'index consécutifs (1984, 1985 et 1986) de 2 %, une perte de salaire de plus de 6 % encore aujourd'hui. Les travailleurs ont alors répondu par une grève générale le 31 mai 1986. Aujourd'hui, après la grève générale du

30 janvier, le gouvernement a fait savoir qu'il n'a jamais été question d'envisager un saut d'index. La grève n'y serait pour rien... !?

Mais il y a d'autres façons de vider l'indexation automatique des salaires de son contenu. Le Plan global de Dehaene en 1993 a mis sur pied une nouvelle définition du panier de produits inclus dans l'index, en retirant de celui-ci l'alcool, le tabac et les carburants. Cyniquement, on a alors baptisé la nouvelle mouture « Indice-santé », mais loin des préoccupations pour les ravages causés à la santé par l'alcool et le tabac, c'est la montée en flèche du prix des carburants qui a provoqué par ce mécanisme une détérioration significative du revenu des travailleurs, au profit des patrons. En dépit d'une grève générale (26/11/1993), le Plan a été adopté par le parlement pendant les vacances de fin d'année. Par la suite, à juste titre, les travailleurs ont avancé à différentes reprises le mot d'ordre « le pétrole dans l'index ».

Aujourd'hui, le même mécanisme est à l'étude pour éliminer du panier les produits avec la hausse de prix la plus forte, en particulier celle de l'énergie, que la Banque Nationale évalue « *à 17 % chez nous, contre 10 % chez nos voisins* ». Et le cynisme continue, essayant de vendre cette fois l'astuce sous le nom de « éco-index », une mesure « écologique » puisqu'elle devrait faire économiser de l'énergie...

« Mettre les gens au travail... » ?

A en croire les journaux, ce serait la première justification du gouvernement et des patrons pour les mesures concernant la fin de carrière et le chômage. Mais alors, pourquoi ne donnerait-on pas l'emploi des anciens aux jeunes pour les sortir du chômage ? Pourquoi n'y a-t-il aucune obligation pour les patrons d'embaucher, où même de ne pas licencier ? Tout le monde sait que, dans ce système basé sur leur profit, les patrons ne sont pas en mesure d'offrir un job à tous les gens en condition de travailler.

La réalité est qu'il s'agit d'amplifier « le marché du travail », la quantité de gens disponibles sur ce marché, et donc d'augmenter la concurrence et de faire ainsi pression sur les salaires et d'augmenter les profits, bref, comme disait déjà Marx, de constituer « une armée de réserve » de travailleurs.

Une raison de plus pour mettre en cause le système lui-même et lutter pour une autre société, le socialisme.

¹ En particulier Alexander De Croo (Open VLD) et Johan Vande Lanotte (SP.A). Voir DH, 17/2/2012.

² Steven Vanackere et Kris Peeters, voir La Libre 28.01.2012.



La parole est aux travailleurs, pour défendre leurs acquis, avec la mobilisation sans relâche. D'ores et déjà, la lutte continue : les pompiers, les gardiens de prison, les accompagnateurs de train, les lamaners au port d'Anvers, Caterpillar, etc. Et c'est par cette voie que quelques conquêtes ont déjà été obtenues.

Les accompagnateurs de Bruxelles en grève

Le 1^{er} février, les accompagnateurs du dépôt de Bruxelles-Midi sont partis en grève spontanée, à une très large majorité. Ils s'opposaient à la suppression de la permanence de leur CAT (Centre Accompagnement de Train). Pour la Direction, il s'agissait de la phase 0 (phase test) du processus de restructuration et de concentration des permanences de l'ensemble du pays. Conséquence évidente de la diminution drastique de la dotation allouée au chemin de fer dans l'Accord de gouvernement, leur objectif annoncé est de supprimer 17 ETP (équivalent temps plein) et de réaliser une économie d'un million d'euros par an.

Si le mouvement n'a pas permis jusqu'à présent de récupérer la permanence, il a renforcé la collectivité des accompagnateurs et a remis la lutte syndicale au premier plan.

Voici une interview d'un membre du personnel roulant.

PI : Peux-tu expliquer les raisons pour lesquelles les accompagnateurs sont partis en grève ?

Pour comprendre cela, il faut bien se rendre compte de la charge psychosociale qui existe actuellement chez les accompagnateurs. Il y a une accumulation avec le problème des agressions, celui des visites médicales, celui du « no ticket no train » (taxe fixe à bord de 7), etc. Dans ce contexte, les accompagnateurs ont réagi sur la permanence parce que c'est plus concret pour eux. Ils savent que les gens de la permanence leur offraient un contact direct opérationnel, mais aussi un soutien moral et une béquille en cas de problème : un GSM de remplacement, l'accès à un local avec une vision sur le tableau de service, une personne à qui parler en cas d'agression, etc. Maintenant, un gars qui va se faire agresser va se retrouver tout seul au dépôt !

Les gars de la permanence connaissent bien le service et savaient donc agir au mieux et au plus vite lors d'une perturbation, sans en créer d'autres. Par exemple, en cas de retard d'un accompagnateur, la permanence avait une vision sur le tableau de service et sur la disponibilité des gens qu'elle pouvait contacter. Et elle nous contactait informellement pour demander si on pouvait avancer un peu son service. Avec la centralisation, il y a déjà beaucoup d'agents qui se plaignent parce qu'ils ont plus de difficultés à rentrer en contact avec nous. Il y a pleins d'exemples comme cela. D'autre part, il y a un réel manque de formation de ceux de la permanence, ils ne sont pas du roulant. Ils ne sont pas non plus parfaitement bilingues et certains n'ont pas la capacité suffisante pour comprendre un problème. Tout cela, ce sont des éléments qui jouent. Il faut bien se rendre

compte que cette réorganisation a déjà un impact direct sur la circulation des trains, et c'est clair qu'il y aura encore plus de trains supprimés !

La direction avance dans un dossier sans même savoir où elle va. A l'heure actuelle, elle ne propose aucun élément de discussion sur la structure, et elle tient encore moins compte du background des agents des permanences. D'expérience, je sais que même les chefs de dépôt n'ont pas la connaissance du travail réalisé par les gars des permanences, alors la direction ne sait certainement pas ce qui s'y passe. Pourtant ils font un gros travail...

C'est la première fois qu'il y a une assemblée sur mon siège de travail. [...] Avant, j'avais un doute sur la solidarité réelle à Bruxelles, mais on a réussi un bon travail de mobilisation. [...] C'est une très bonne base de combat !

PI : Comment le mouvement s'est-il déroulé ce matin-là ?

On est arrivé devant un fait accompli : la permanence avait été déplacée. C'était une grève spontanée suivie par plus de 90 % du personnel roulant concerné toute la journée. Dès le matin, les permanents syndicaux ont commencé à négocier avec la Direction. Quand ils sont revenus devant l'assemblée, il y avait une bonne cinquantaine d'agents. Ils nous ont expliqué qu'on nous propose de prévoir un agent de liaison. C'était tout. Il y a eu une surenchère et, toujours sans reprendre le travail, les travailleurs ont renvoyé en concertation les représentants syndicaux avec la Direction.

Après la deuxième concertation, c'était très chaud. Les représentants de la Direction étaient dans la salle lorsque les permanents expliquaient la situation à l'assemblée, mais il a fallu les mettre dehors parce qu'ils voulaient rester pour influencer notre discussion et notre décision. A ce moment, ils nous ont vraiment montré leur détermination et ont été jusqu'à nous intimider et nous menacer d'appliquer des punitions. On est clairement devant des gens très déterminés.

En assemblée on se rend donc compte que les pressions sont énormes, qu'il risque d'y avoir des pressions individuelles, qu'on n'est pas en démocratie. On essaie alors d'aiguiller de manière concrète le mécontentement des travailleurs. On avait des craintes pour le personnel. Il peut débrayer encore une journée, mais, premièrement, est-ce que celle-ci pourrait être encore dans le cadre d'une action émotionnelle ? Est-ce qu'elle serait si bien suivie ? Et, dernier élément, qu'est ce que cela rapporterait ? Cela n'essoufflerait-il pas le mouvement ? Le personnel voulait une bonne communication envers les usagers et nos collègues à travers le pays. Il faut qu'on leur dise que ce n'est pas qu'un déménagement, mais une restructuration qui va les toucher à terme. D'autre part, les travailleurs voulaient partir sur une action plus large, avec toujours une diffusion de l'information au grand public. Et bien sûr, ils voulaient garder leur permanence et étaient prêts à aller au finish pour cela.

On est arrivé à canaliser le personnel qui était parti sur une grève émotionnelle, avec face à nous une direction très intransigeante. Les représentants syndicaux nous ont proposé un agenda : dépôt d'un préavis de grève pour rester dans un cadre légal, un feedback de concertation dans une commission



paritaire qui avait lieu le 6 février. Le 7, le permanent est revenu sur le lieu de travail pour présenter l'évolution du dossier. Lors de cette deuxième assemblée, il restait une bonne trentaine d'affiliés et il y avait quatre ou cinq gars très déterminés qui poussaient les autres accompagnateurs.

PI : Quelles étaient tes impressions de cette journée ?

C'est la première fois qu'il y a une assemblée sur mon siège de travail. Je n'avais jamais vu ça. Les agents voulaient clairement débrayer jusqu'au finish : récupérer la permanence ! C'était vraiment la volonté et la revendication du personnel, qui est toujours d'actualité. En ce qui me concerne, j'ai été très impressionné. Avant, j'avais un doute sur la solidarité réelle à Bruxelles, mais on a réussi un bon travail de mobilisation. Les collègues ont pris l'initiative de prendre le tableau de service et ont appelé chacun un numéro pour expliquer aux autres gars qu'on était en grève et leur demander d'essayer de venir si possible. Les gens ont vraiment travaillé de concert. Il y avait vraiment une solidarité incroyable. J'ai été franchement très impressionné. C'est une très bonne base de combat !

PI : Y a-t-il eu un soutien d'accompagnateurs d'autres régions ?

Il y a un certain terreau, des délégués d'autres régions nous posent des questions, mais le 1er février il n'y en a aucun qui est parti en mouvement de solidarité. Pourquoi ? Parce que tu n'as pas un préavis des organisations syndicales. Qu'est-ce que la « grève émotionnelle » ? Elle doit être restreinte dans le temps et géographiquement. Bruxelles est touché par une phase 0, mais pas encore Arlon. Je pense qu'il n'y a pas encore une base assez combative pour que des délégués puissent argumenter en faveur du suivi du mouvement. Cela dépend de la combativité des délégués locaux et de leur réseau.

PI : Qu'en était-il des résultats de la concertation prévue ?

Concrètement, dans la concertation, on n'avance pas. La direction reste sur ses positions. Elle ne prétend négocier qu'après une phase dite de test. En plus, elle disait vouloir rentrer en concertation avec le « personnel concerné ». D'une part, elle devrait

négocier avec les organisations reconnues (CSC et CGSP), d'autre part, elle considérerait seulement les gars des permanences. Ce n'est pas correct. Ils sont bien sûr concernés, mais c'est le personnel roulant, dépendant de ce service fourni, qui est vraiment touché. Donc à l'heure actuelle, il n'y a toujours pas eu de concertation.

A ce sujet je ne me fais plus aucune illusion, je n'ai pas l'impression que ça évolue. Aujourd'hui on est face à un management très intransigeant, je le répète. Ils ont une vision managériale à fond de balle, ils n'en ont rien à foutre des gens et vont aller au clash. Pour moi, on n'arrivera plus à la concertation. C'est le bras de fer.

Par contre, sur le siège de travail de Bruxelles, la mobilisation est très forte.

Il faut un meilleur rapport de force, mais ça ne se crée pas du jour au lendemain. Ces dernières années le syndicat s'est discrédité auprès de la base, il faut reconquérir la confiance des affiliés. Il faut clairement mobiliser les gens.

Mes collègues cherchent l'information, ils n'attendent qu'un mot d'ordre de grève. Ils sont unis et prêts à bouger et cela en front commun. Même les affiliés n'en ont rien à foutre qu'on soit de la CSC ou de la CGSP. Et il y a aussi un front commun linguistique. Parfois, sur certains sites de travail, il y a des divergences entre francophones et néerlandophones, mais ici cela a complètement disparu.

PI : Quel est l'état d'esprit des accompagnateurs suite à la grève ?

Le personnel vit cette restructuration tous les jours et est confronté à une permanence fermée. Donc de leur point de vue, ils n'ont pas obtenu gain de cause. Mais d'un autre côté la conscience est là. Et les éléments journaliers qui mettent en évidence le dysfonctionnement du service apportent de l'eau à notre moulin. Les agents sont conscients qu'on a fait une grève contre ça. Depuis lors, les gens se tiennent informés, il y a une bonne base pour la discussion. Maintenant les gens parlent du syndicat ! C'est un

truc qui n'existait plus. La conscience a clairement grandit, aussi au niveau du terrain. Les gens posent des questions, même depuis d'autres régions du pays. Je partirais sur un bilan positif parce que la conscience a évolué.

PI : Qu'en est-il finalement des menaces de punition ?

Le jour de la grève, lors de la 2ème assemblée, la Direction nous disait que c'est une grève émotionnelle et nous a menacés d'une réprimande sévère et de 12,50 sur nos primes. Des travailleurs, même pas des délégués, ont répliqué et ont enchéri : s'il y a des punitions, on débraye ! C'est aussi la position de la CGSP Bruxelles encore aujourd'hui. Il y a une volonté syndicale de créer directement un soutien au-delà de Bruxelles s'il y a une tentative de les appliquer. S'ils le font, ils mettent le feu aux poudres. A l'heure actuelle, c'est donc gelé. Je pense qu'ils avaient utilisé cette menace comme stratégie pour s'éloigner du vrai débat. Ils voulaient concentrer notre énergie à devoir nous justifier plutôt que de discuter et d'expliquer réellement le problème de la restructuration.

PI : Comment envisages-tu ton combat syndical ?

Certains au niveau du National croient toujours en la concertation. Je sens qu'ils ont peur de leur base et maintiennent mordicus qu'il faut vraiment une concertation pour en finir avec cette restructuration, en faisant « au mieux ». Ils accompagnent les réformes, ils arrondissent les angles. Ils ne sont heureusement pas tous comme ça, mais certains oui. Et il faut qu'on combatte dans les instances contre cela.

Il faut un meilleur rapport de force, mais ça ne se crée pas du jour au lendemain. Ces dernières années, le syndicat s'est discrédité auprès de la base. Il faut reconquérir la confiance des affiliés. Il faut clairement mobiliser les gens.

Toute l'actu du secteur cheminot
www.paroledecheminots.be
 Inscription à la newsletter :
www.paroledecheminots.be/abonnement



Y a-t-il une solution à la crise de la dette, dans le cadre de l'UE et de l'euro ?

Ana Paula Amaral et J. A. Dias, de Ruptura-FER, la section portugaise de la LIT-QI - 01/02/2012



L'année 2012 a commencé sous l'effet des ondes de choc de la crise des dettes souveraines de la fin de 2011, qui augure un scénario d'austérité et de paupérisation croissante pour les peuples d'Europe, y compris ceux des pays impérialistes les plus forts comme l'Allemagne et la France. Entre-temps, les grands de l'Union européenne (UE) se réunissent, sommet après sommet... Pour quoi faire ?

La réponse de l'UE à la crise de la dette révèle de plus en plus le vrai caractère de l'Union. Chaque sommet aboutit invariablement aux mêmes décisions : rigueur budgétaire et austérité pour calmer « les marchés ». Lors du sommet de décembre 2011, en pleine turbulence de la crise de la dette, tous les Etats, sauf le Royaume-Uni, se sont mis d'accord sur un nouveau traité intergouvernemental, qui doit être signé en mars et dont le point central est l'accroissement de la surveillance de la

Commission européenne sur les pays, en ce qui concerne le déficit, la dette, la productivité, etc.

L'UE cherche à renforcer sa mainmise sur les budgets nationaux, qui feront désormais l'objet de l'appréciation et des « recommandations » de la Commission. Dans la pratique, il s'agit d'une censure préliminaire à l'intervention des parlements nationaux. Le système parlementaire bourgeois et ce qui reste encore de la souveraineté de chaque pays sont balayés d'un revers de la main, sans état d'âme. Ce fut le cas en particulier en novembre dernier, avec la nomination des Premiers ministres de la Grèce et de l'Italie, Lucas Papademos et Mario Monti, deux hommes de confiance de l'UE, faisant fi de tout processus électoral.

Bilan de 10 ans de l'euro

Selon ce nouveau traité, les déséquilibres budgétaires peuvent conduire

*Le pouvoir est aux peuples,
qui ne se rendent jamais.
Organisons
la contre-attaque.*

Le syndicat P.A.ME (Front militant de tous les travailleurs) revendique 415.000 membres

à des « mesures correctives » imposées aux Etats, y compris des sanctions financières allant de 0,2 % à 0,5 % du PIB, tout cela pour sauver l'euro. Mais quel est le bilan de dix ans de la monnaie unique au Portugal ? Si nous comparons cette décennie avec les cinq années précédentes, nous pouvons constater que :

- Le taux de croissance du PIB a chuté dix fois et le ratio des exportations a chuté à deux reprises, comme conséquence de la destruction de l'appareil productif ;

- La consommation privée a chuté quatre fois et la consommation publique trois fois, suite à la baisse des rendements de la population, en raison de la hausse des prix et des taxes ;
- La dette extérieure a explosé, mais pas pour acheter des biens (équipements et machines) qui auraient pu soutenir l'investissement national productif ; en outre, c'est l'Allemagne qui a augmenté sa domination économique sur le pays, ayant été, cinq fois, le plus grand investisseur étranger au Portugal.

Suite à ce désastre économique, le Portugal est devenu le champion des bas salaires et des inégalités sociales. Et on ne voit nullement la Commission européenne prendre une mesure corrective pour élever les salaires des Portugais au niveau des autres travailleurs européens ou pour réduire les inégalités sociales...

L'UE et la fuite des capitaux

Ceci dit, d'honorables membres du club de l'euro, comme les Pays-Bas, révèlent clairement leur rôle de plateformes de soutien au capital. Le régime fiscal de ce pays en a fait un paradis pour les capitalistes qui veulent échapper à l'impôt dans leur pays d'origine et cultivent la mondialisation dans des conditions favorables. Ces dernières semaines, nous avons appris que 19 des plus grandes entreprises portugaises ont déménagé leur siège social aux Pays-Bas. En cas de crise nationale, les capitalistes portugais et leurs commanditaires passent avec armes et bagages aux paradis fiscaux – c'est cela leur excellente contribution pour mettre fin à la crise !

La conséquence de cette fuite de capitaux peut signifier la ruine pour notre économie, comme le sait bien n'importe quel étudiant universitaire. Mais que fait la Commission européenne pour fermer cette hémorragie ? ... Rien ! Comment peut-on croire qu'à un moment elle ait joué, ou qu'elle jouera un jour, un rôle positif pour une issue à la crise ?

Les fausses solutions des eurobonds...

Malgré l'expérience d'années d'intégration

européenne et d'usage de l'euro, il y a des secteurs de la gauche au Portugal, comme le Bloc de gauche, qui défendent une issue à la crise dans le cadre de l'UE en proposant, en particulier, l'émission d'eurobonds (titres de créance émis et garantis par l'ensemble des pays dans la zone euro et dans les mêmes conditions pour tous) et/ou des prêts directs de la BCE aux Etats (avec un intérêt plus favorable que celui du marché).

Les eurobonds seraient comme une mesure « solidaire » pour assumer la dette souveraine de chaque Etat. Ils bénéficieraient de taux d'intérêt plus avantageux pour les Etats plus faibles (les PIIGS[§]) alors que les pays impérialistes plus forts (l'Allemagne et la France) paieraient des taux d'intérêt plus élevés que ceux qu'ils obtiennent actuellement sur le marché, sans pour autant être trop pénalisés par les spéculateurs, puisqu'ils ont des économies (encore) fortes. D'autre part, les eurobonds n'auraient de durabilité que si les économies de l'UE avançaient ensemble et de manière équilibrée.

Mais qui donc défend cette solution ? N'oublions pas que l'UE est fondée, précisément, sur une relation profondément inégale entre les pays impérialistes de l'axe franco-allemand et les autres, et que les économies allemande et française se sont développées aux frais de la destruction des autres. Il est évident que ni l'Allemagne ni la France ne veulent alourdir leurs budgets avec des taux d'intérêt plus élevés que ceux qu'ils payent actuellement, et que ces pays ne sont pas disposés à aider les PIIGS à relancer leur économie, sous peine de nuire à leurs propres exportations.



... et des prêts de la BCE

Quant aux prêts directs de la BCE aux Etats, ce sont les traités de fondation de l'UE eux-mêmes qui s'y opposent, « afin de ne pas fausser la concurrence » (voir le Traité de Maastricht). En fait, cette orientation est destinée à empêcher le soutien financier de l'Etat aux services publics, dans une logique de privatisation bien connue. La BCE a donc été en mesure de fournir des prêts à des banques privées, à faible intérêt. Mais si, le cas échéant, elle se mettait à fournir des prêts aux Etats dans les mêmes conditions, elle créerait un précédent qui pourrait induire les gouvernements à assouplir la « rigueur budgétaire » et à recourir à la BCE pour financer des services publics ou pour sortir d'une impasse... ce qui serait contraire à toute la logique de l'UE.

Croire que, dans le cadre de l'UE, il peut y avoir une entraide entre bourgeoisies différentes et une conciliation d'intérêts entre capitalistes et travailleurs, c'est alimenter une illusion dangereuse, qui désarme la classe ouvrière et la jeunesse dans leur lutte pour une Europe libérée de la misère et l'exploitation.



[§] L'acronyme PIIGS était une expression péjorative (en anglais, le mot signifie 'cochons') pour les économies vulnérables du Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne (Spain). Par la suite, l'Italie a rejoint le club, devenant PIIGS.

A bas la dictature des monopoles de l'UE



L'hiver russe s'annonce chaud

Dans le cadre des mobilisations récentes en Russie et leur impact mondial, la LIT-QI reproduit, comme Supplément à *Courrier International*, la déclaration de sa section dans ce pays, le Parti Ouvrier Internationaliste (POI).



Le fait a causé surprise. Après des années de stabilité politique, où il n'y avait pas de mobilisations, même pas pour des demandes économiques les plus élémentaires, une grande manifestation a éclaté, avec un contenu ouvertement politique.

Le 10 décembre, environ 40 000 personnes se sont rassemblées sur la Place Bolotnaya (en plus de 10 000 à Saint-Petersbourg, 5000 à Novossibirsk et d'autres manifestations mineures dans quelque 80 villes) pour protester contre la fraude honteuse lors des élections parlementaires pour la Douma, où le parti *Russie Unie*, du Premier ministre Vladimir Poutine et du président Dimitri Medvedev, a remporté 49 % des voix et 53 % des sièges. Plusieurs analystes estiment que *Russie Unie* s'est approprié un excédent allant jusqu'à 15 % des voix. Il y a des centaines d'allégations selon lesquelles les responsables du dépouillement du scrutin ont fermé les urnes le soir avec un certain résultat, et ont constaté le lendemain que les résultats officiels donnaient des chiffres complètement différents.

Mais le problème n'a pas commencé avec cette fraude électorale grossière. Les élections, dans leur ensemble, étaient d'emblée une imposture. Comme on dit en Russie : ce sont des élections où « *n'importe qui peut gagner, à condition d'être Poutine* ». En Russie, il est impossible de légaliser un parti politique sans la bénédiction du Kremlin. Le parti au pouvoir, *Russie Unie*, dispose d'un monopole sur les médias, et il n'y a pas de débats, rien. En plus de la fraude, le ton arrogant de Poutine et de Medvedev y a ajouté une couche quand les premières plaintes et les manifestations sont apparues. Lors de la première protestation – qui a réuni plus de 6 000 personnes sur le boulevard Tchisty Prudy, le 5 décembre, le lendemain de l'élection – ils ont déclaré : « *Il semble que quelqu'un, quelque part, est en train de dire quelque chose.* » Et de surcroît, ils ont accusé les manifestants d'être payés par les Etats-Unis.

Le président de la Commission électorale, Tchurov, y est allé de la même manière en déclarant : « *Les fantasmes pervers de cette canaille qui met en*

cause notre honnêteté ne m'intéressent pas. » Tout cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et qui a

*La Place Bolotnaya à Moscou,
le 10 décembre*

conduit des milliers de personnes – qui pendant des années ont enduré tout ce jeu sale de la politique du gouvernement russe – à mettre fin à l'indifférence et à rapprocher la Russie lointaine des pays européens touchés par les manifestations des indignés, même s'il ne s'agit encore que d'une minorité. Poutine n'avait jamais rien vu de tel. Il a toujours été habitué à un grand soutien populaire. Nous ne voyons encore que le début du processus, mais nous pouvons affirmer qu'avec les événements de la Place Bolotnaya, le régime policier des gangsters de l'oligarchie du pétrole et du gaz de Poutine a commencé à entrer dans une phase de crise politique évidente.

Ni la répression de l'OMOM (la police de choque), ni la convocation, le jour même, à un examen centralisé

dans toutes les écoles du pays afin de démobiliser les enseignants et les jeunes, ni les déclarations ridicules du Médecin-chef de la Russie que « *les manifestations en hiver sont nocives pour la santé* », ni l'endroit fort éloigné (sur une île), réservé par le gouvernement pour la manifestation, n'ont pu empêcher celle-ci d'avoir lieu.

Avec des dizaines de milliers d'empreintes dans la neige fraîche, le peuple a clairement fait savoir ce qu'il pense de l'actuel gouvernement. Les gens exigeaient l'annulation des résultats des élections, le renvoi de Tchurov, président de la Commission électorale, des libertés démocratiques et de nouvelles élections. Les cris de « Russie sans Poutine » et de « Liberté » dominaient la Place. La démoralisation de la police, du régime et des bureaucrates eût comme effet que, pour la première fois, Poutine était perçu comme faible, comme quelqu'un qui avait dû faire appel à une falsification honteuse pour faire croire qu'il avait toujours le soutien de la population. Dans un pays qui apprécie tellement les « leaders forts », c'est une défaite d'envergure pour Poutine. De longues années de silence ont pris fin en ces jours de décembre. Les gens ont perdu la peur et, de ce fait, le temps est venu pour le régime d'avoir peur. La jeunesse qui s'est mobilisée pendant ces jours dans tout le pays a senti l'esprit de la Place Tahrir, tout comme l'ancienne génération ressentait l'esprit de ces manifestations en URSS à la fin des années 80. La victoire officielle de Poutine s'est retournée contre lui. Sa grande défaite a probablement ouvert la phase de déclin de son régime.

Au-delà de l'issue de la fraude, la perte de soutien politique au gouvernement de Poutine est un fait indéniable, tout comme la volonté de se battre, pour au moins un secteur de la population. Même en tenant compte des résultats officiels, le parti de Poutine, *Russie Unie*, a perdu beaucoup de voix. Il a perdu la majorité constitutionnelle qui lui permettait d'amender la Constitution quand il le voulait. Il a toutefois maintenu une majorité simple, ce qui lui donne le pouvoir d'adopter des lois, même en votant lui tout seul. En même temps, la participation aux élections a également reculé. Selon les données officielles, 40 % de

la population n'est pas allée voter et certains analystes affirment que moins de la moitié de la population a participé au scrutin. La plupart des gens ont omis de voter ou ont voté pour « n'importe quel parti sauf Russie Unie ». Cette tendance à la protestation silencieuse, qui a toujours existé, a atteint aujourd'hui un niveau impossible de dissimuler. Les résultats officiels de l'élection ont été comme une gifle au visage de Poutine.

Un processus qui ne fait que commencer

Ceci dit, malgré le coup dur subi par le régime, il ne faut pas surestimer la situation. La géographie des résultats des élections et le caractère et la composition géographique des manifestations montrent que le processus ne fait que commencer. Les manifestations touchent, pour l'instant, essentiellement la classe moyenne, les jeunes universitaires et l'intelligentsia des grandes villes. La classe ouvrière est, pour l'instant, absente du processus de lutte. Dans les régions rurales et arriérées, si *Russie Unie* a perdu des voix, ce parti a quand même eu un résultat supérieur à celui de Moscou, de Saint-Petersbourg et d'autres villes. Et les grandes manifestations ont également eu lieu seulement dans les villes les plus peuplées. La manifestation centrale sur la Place Bolotnaya a réuni principalement la classe moyenne et les jeunes. Il y aura donc un long chemin de lutte, depuis le premier signe de changement jusqu'au dernier clou dans le cercueil du régime de Poutine.

« L'opposition »

Comme disent les Russes : « Poutine n'est que la moitié du problème, l'autre moitié, c'est l'opposition. » Le fait est que l'opposition parlementaire est directement complice de la fraude. Quatre partis ont obtenu une représentation parlementaire. En plus de *Russie Unie*, au gouvernement, il y a le *Parti Communiste de la Fédération Russe* (KPRF), qui essaie d'être une opposition « civilisée » et « constructive ». Il y a aussi le parti *Russie Juste*, créé par le Kremlin comme une aile gauche de Poutine. Et il y a le *Parti Libéral Démocrate de*

Vladimir Poutine lors d'une conférence de l'OMS à Moscou

Russie (LDPR), la droite xénophobe et pro-gouvernementale. Ces partis, bien qu'ils critiquent la fraude, sont ravis de l'augmentation des voix obtenues, ce qui augmente leur nombre de députés, leur budget et leur pouvoir de négociation avec le gouvernement.

L'opposition du KPRF est particulièrement cynique. Ce parti, le principal parti d'opposition, qui a doublé son score (près de 20 % des voix, selon les résultats officiels), a une grande responsabilité en ce moment, comme principal dépositaire des voix de l'opposition anti-Poutine. Son chef, Ziouganov, a déclaré que « *les élections étaient illégitimes du point de vue de la morale et de l'éthique* ». Mais cela ne signifie pas qu'il va boycotter la nouvelle Douma ou faire quelque chose de ce genre. Au contraire, Ziouganov a déclaré qu'il profitera de l'augmentation de son groupe parlementaire pour augmenter son « pouvoir de contrôle » lors des élections présidentielles de mars. Le KPRF, très content de doubler son score électoral, a notamment été absent de la manifestation de la Place Bolotnaya. Il n'a pas appelé à y participer et il y a envoyé uniquement un représentant subalterne.

La situation est différente avec les libéraux russes, des agents directs des impérialismes étasunien et européen, auxquels le régime a enlevé la reconnaissance juridique et politique et qui ne sont donc pas représentés au parlement. Ces libéraux (c.-à-d. l'impérialisme) ont quelque chose à perdre et quelque chose à gagner. Ils jouent et ils manœuvrent donc avec les manifestations. Actuellement, l'impérialisme a besoin de mener à bien les négociations avec Poutine pour donner suite à ses plans de colonisation de la Russie et d'autres pays influencés politiquement par elle, car c'est Poutine qui monopolise désormais l'espace politique du



pays tout entier. Et Poutine se fait payer chèrement les services pour mettre en œuvre les plans de l'impérialisme. C'est la cause des frictions entre eux. L'Ouest aimerait participer directement à la politique russe et il crée donc occasionnellement des difficultés politiques à Poutine dans le pays, grâce à ses agents libéraux (Nemtsov, du Mouvement Solidarité ; Yavlinskiy, du Parti Yabloko ; Kasparov, de l'Autre Russie ; etc.), tirant profit à cet effet de la fraude électorale et de l'absence de libertés démocratiques. Et voilà que les libéraux se révèlent comme les organisateurs de la Place Bolotnaya.

Toutefois, les gens n'ont pas été à la Place « en défense des libéraux », mais en défense des libertés démocratiques. Un orateur de la manifestation a dit en plaisant que, selon le gouvernement russe, Hillary Clinton aurait envoyé des messages par téléphone cellulaire pour chaque personne présente sur la Place. Le sentiment contre les Etats-Unis est très fort en Russie. Les libéraux ont d'ailleurs du mal à gagner la confiance populaire après la catastrophe des années 1990, quand le parc industriel russe a été détruit pour laisser la place à l'importation de produits des multinationales impérialistes. Ce fut précisément la politique des libéraux qui a généré l'oligarchie russe, les grands capitalistes du pays qui se sont approprié les biens de l'Etat, les ressources naturelles et d'autres richesses du pays. Ce sont les mêmes libéraux qui ont ouvert les portes aux capitaux étrangers qui contrôlent désormais presque tous les secteurs de l'économie et qui envoient des milliards de dollars à l'étranger, saignant ainsi l'économie du pays et augmentant la pauvreté. Ce sont encore eux qui ont mis en œuvre la « liberté absolue du marché », ce qui a conduit à la crise. Tous les libéraux ont appuyé le bombardement du parlement par Eltsine en 1993, ce qui a été la première étape de la répression croissante à travers le pays. Les libéraux ont l'entière responsabilité de la situation actuelle dans le pays. Aujourd'hui, ils critiquent Poutine, mais dans la pratique, ils proposent la même politique de privatisation, les coupes dans les dépenses sociales et la soumission du pays aux capitaux internationaux, exactement ce qui est mis en œuvre par Poutine. Ils sont

encore plus radicaux pour suivre les prescriptions du FMI. C'est pourquoi ils ne disent pas un mot sur l'économie d'aujourd'hui, sur la corruption et la fraude. Ils se taisent à propos de tout le plan économique des ajustements et des privatisations de Poutine. Ainsi, leurs slogans se limitent à « *Russie sans Poutine !* » ou « *A bas Russie Unie, un parti de voyous et de voleurs !* ». Ils ont peur, eux-mêmes, des manifestations qui menacent le modèle économique semi-colonial du pays, déjà sérieusement en difficultés, surtout en ce moment où la situation devient de plus en plus explosive.

La falsification des élections fut nécessaire pour Poutine afin de continuer avec les réformes contre la majorité de la population et au service de l'oligarchie et des capitaux étrangers.

La fraude au service des intérêts des oligarques

Le fait est que la fraude n'était que la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais l'usure accumulée du gouvernement vient des problèmes beaucoup plus profonds. Elle vient de la mise en œuvre des plans d'ajustement et des coupes exigées par le FMI et les oligarques russes eux-mêmes pour augmenter leurs profits. Comme dans d'autres pays, le gouvernement russe a sauvé ses banquiers et ses oligarques en crise, avec de l'argent public, creusant la dette de l'Etat, et il veut maintenant faire des économies aux dépens du peuple. Dans tous les pays, surtout en Europe, les gouvernements et les patrons mettent en œuvre des réformes et des ajustements très durs – des privatisations, des ajustements de salaire, des licenciements, etc. – pour imposer une exploitation accrue aux travailleurs. Lors de leurs rencontres internationales, comme celles du G-20, les gouvernements du monde discutent et coordonnent leurs actions contre les travailleurs et les peuples, afin de sauver les patrons de la crise que ceux-ci ont causée eux-mêmes et pour laquelle les travailleurs n'ont aucune responsabilité.

La Russie et son gouvernement ne font pas exception. Ils étaient déjà en

train de mettre en œuvre la réforme pédagogique, appelée « mondialisation de l'éducation », un nom qui n'a pas besoin d'explications. En même temps, les gens ordinaires deviennent plus pauvres, à cause de l'inflation. Le gouvernement russe a déjà approuvé une série de lois qui entreront en vigueur après les élections et qui obligeront les Russes à serrer davantage la ceinture avec ces mesures qualifiées d'« impopulaires ». Poutine brade de plus en plus le pays, déjà dépendant des investissements étrangers dans les mains des multinationales qui en retirent d'énormes profits. Il suit à la lettre les directives – du FMI, de la Banque mondiale et des gouvernements des pays dominants – pour réduire les dépenses sociales. Il y a déjà un nouveau budget avec des coupes profondes dans les domaines sociaux, alors que les ressources ont augmenté pour la police, la FSB (ex KGB) et l'appareil répressif en général.

Et entre-temps, les oligarques continuent à accumuler des profits sans précédent. C'est à cause de la nécessité de poursuivre ces plans que le gouvernement avait besoin d'une fraude électorale. La falsification des élections fut nécessaire pour Poutine afin de continuer avec les réformes contre la majorité de la population et au service de l'oligarchie et des capitaux étrangers. Poutine a voulu montrer que « tout est en ordre » et que le peuple en masse lui fait encore confiance. Comme d'habitude, il a fraudé avec les élections afin de poursuivre son action contre le peuple, renforcé par « le soutien populaire ». Mais tel est pris, qui croyait prendre. Aujourd'hui, le peuple russe se rend compte de tout cela. Le peuple est fatigué de l'hypocrisie du gouvernement, car il voit qu'il s'appauvrit et qu'il est obligé, en plus, d'endurer tout cela calmement, alors que les oligarques s'enrichissent.

Comment avancer ?

Aujourd'hui, il est nécessaire d'étendre les protestations pour exiger l'annulation des résultats des élections. Tous les partis qui se présentent comme opposition (principalement le KPRF) doivent se battre pour les voix volées et pour leurs électeurs. Ils doivent méconnaître ouvertement les élections, boycotter la nouvelle Douma, mobiliser largement ensemble et organiser

des manifestations unifiées massives de protestation, pour obtenir la libération de tous ceux qui ont été arrêtés dans les manifestations, l'annulation des résultats de l'élection et la révocation du président de la Commission électorale, Tchurov. Toute autre position serait un soutien ouvert ou déguisé à la fraude ! Tous ensemble pour des protestations unifiées pour l'annulation des résultats des élections !

La position actuelle du KPRF, de ne pas appeler à manifester contre la fraude et de ne pas participer activement aux manifestations, mais d'occuper ses sièges à la Douma, est inacceptable ! Le KPRF a l'autorité d'être le plus grand bénéficiaire de voix d'opposition. Une simple déclaration de sa part, dans le sens de méconnaître l'élection et de boycotter la Douma falsifiée, mettrait donc l'ensemble du système dans une crise de légitimité sans précédent. Si, en outre, il apportait sa grande puissance de mobilisation (utilisé uniquement en campagnes électorales) aux 40 000 manifestants de la Place Bolotnaya, il pourrait changer définitivement la situation politique du pays.

Aujourd'hui, beaucoup de gens avancent le slogan « élections propres ». Compte tenu des règles actuelles, où il n'y a pas de libertés démocratiques, où « n'importe qui peut gagner les élections, à condition d'être Poutine », cela n'a aucun sens de

parler d'« élections propres ». Pour une réelle liberté d'expression, de publication, de manifestation, d'assemblée et d'organisation ! Pour l'abolition de la législation actuelle des partis et de la législation « antiterroriste » et « anti-extrémiste » qui vise à éliminer l'existence d'opinions différentes ! Non à la répression ! Pour la liberté d'organisation et la légalisation des partis alternatifs ! Pour la liberté de diffusion de l'information et l'accès à la télé des différents partis et points de vue ! Pour une vaste campagne de débats électoraux à la télévision ! Réalisation de nouvelles élections dans le pays sur la base de ces droits démocratiques !

A bas les privatisations et la réforme de l'éducation ! Nationalisation sans indemnisation du secteur énergétique et de l'ensemble des ressources naturelles ! Utilisation des ressources ainsi libérées afin de promouvoir une nouvelle vague d'industrialisation dans le pays et de renouvellement des infrastructures nationales, qui absorbe les chômeurs ! Interdiction des transferts de bénéfices à l'étranger ! Nationalisation et unification du système financier national pour empêcher la spéculation, les envois de fonds et la corruption ! A bas les oligarques et les banquiers, criminels et voleurs ! Pour un gouvernement ouvrier et populaire qui gouverne pour la majorité et met en place un programme économique de sauvetage des travailleurs, et non

des banquiers et des oligarques. A bas *Russie Unie*, le parti des oligarques et des banquiers, gangsters et voleurs !

Pour mettre en œuvre tout ce programme, le principal problème des travailleurs russes est toujours l'absence d'organisations indépendantes et d'une direction politique, ce qui retarde considérablement l'entrée en scène de la classe ouvrière. Aujourd'hui, aucun des partis légalisés ne représente les intérêts des travailleurs et du peuple, ni ne veut les défendre. Le KPRF défend certains points du programme décrit ci-dessus, mais seulement dans les campagnes électorales. Il n'a jamais cherché à mobiliser la population pour ces revendications. La classe ouvrière n'a pas de syndicats indépendants ou des partis dans lesquels elle peut avoir confiance, ni d'autres organisations de lutte. Sans leurs propres organisations, les travailleurs seront toujours l'otage des patrons et des bureaucrates. Aujourd'hui, il est nécessaire d'organiser les travailleurs et les secteurs populaires dans des groupes par lieu de travail, par université, par quartier, entre amis, et de les coordonner entre eux pour résister à la politique anti-populaire, répressive et pro-oligarchie du régime de Poutine et de sa farce électorale.

Construire une alternative politique de classe et socialiste est aujourd'hui un besoin urgent pour la classe ouvrière russe.

Les îles Malouines sont argentines !

La guerre dans l'archipel des Malouines, il y a trente ans, a donné lieu à beaucoup de débats dans la gauche. Le sort de ce territoire argentin – *Falkland Islands* pour la Grande-Bretagne qui l'a envahi le 2 janvier 1833 et l'a incorporé dans ses conquêtes coloniales – revient dans l'actualité, maintenant que le gouvernement britannique a décidé d'y mener des exercices militaires avec la participation du prince Williams en personne.

Cette militarisation de l'Atlantique Sud avec de gros moyens – le destructeur *Dawntless* avec ses lance-missiles et même un sous-marin à propulsion nucléaire – signifie non seulement une agression contre l'Argentine. C'est aussi une manœuvre de protection militaire accrue des bases de l'OTAN sur l'île et des ressources pétrolières de la région, accaparées par la Grande-Bretagne qui voit s'épuiser ses réserves dans la Mer du Nord. Le ministre de la Défense du Royaume-Uni, Philip Hammond, vient d'annoncer au

parlement que les entreprises pétrolières anglaises y ont investi 1,5 milliard de dollars, et s'approprient à y investir encore 2 milliards.

La présidente argentine, Cristina Kirchner, dénonce à juste titre la « *militarisation de l'Atlantique Sud* » et le « *piratage de ses ressources pétrolières* » de la part de l'impérialisme britannique. Ce ne sont toutefois que des mots, car elle ne met pas en question les « *Accords de Madrid* », signés en 1990 par le président Carlos Menem et qui cèdent un million de kilomètres carrés de mer territoriale au Royaume-Uni, ni la « *Loi de protection des investissements britanniques* ». Et elle paye scrupuleusement la dette envers les banques anglaises.

Vous pouvez lire une déclaration de la LIT-QI concernant cette question polémique sur notre site web – www.lit-cwb.be.



La LIT-QI lance une campagne internationale pour ses 30 ans d'existence

Trois décennies de défense du socialisme et de construction d'une direction révolutionnaire internationale

Il y a trente ans, le trente janvier 1982, a été fondée la **Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI)**.

Trois décennies sont passées depuis cette *Conférence Internationale* à Bogotá, Colombie, à laquelle ont participé des délégués issus de 18 pays différents. La plupart de ces délégués provenaient de l'ancienne *Fraction bolchevique (FB)*, le courant international dont le principal dirigeant était le trotskyste argentin Nahuel Moreno, notre maître à penser et fondateur, dont nous avons célébré récemment le 25e anniversaire de sa disparition. Deux autres dirigeants de premier plan qui avaient rompu avec le lambertisme en raison de différences irrécyclables sur le plan des principes et de la morale révolutionnaire, le Vénézuélien Alberto Franceschi et le Péruvien Ricardo Napurí, ont rejoint ces dirigeants morénistes.

C'est de cette Conférence de 1982 qu'a émergé la LIT-QI, une organisation internationale qui depuis ses débuts s'est ancrée dans le programme trotskyste orthodoxe, fonctionnant en interne sur la base du régime léniniste du centralisme démocratique.

Trente ans ont passé. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Beaucoup d'événements et de transformations profondes ont eu lieu dans la lutte de classe mondiale depuis ce janvier à Bogotá. Mais nous répondons présents : déterminés dans la lutte quotidienne contre le système capitaliste-impérialiste ; décidés avec la même conviction plus que jamais de la force révolutionnaire de notre classe, la classe ouvrière, et dans l'avenir communiste de l'humanité.

Continuateurs d'un précieux héritage

Nous revendiquons l'actuelle LIT-QI comme une poursuite de la bataille permanente consistant à maintenir en vigueur le programme révolutionnaire. C'est une bataille que différents révolutionnaires ont menée tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, confrontés aux attaques de



l'impérialisme et des directions bureaucratiques et traîtres qui agissent au sein du mouvement ouvrier et du mouvement social.

Dès sa naissance, la LIT-QI a défendu une théorie : la théorie de la Révolution permanente ; un programme : le Programme de transition ; un type d'organisation : l'Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste fondé sur le centralisme démocratique.

La défense de ce programme et de ces principes d'organisation a été essentielle il y a 30 ans, et l'est encore beaucoup plus de nos jours, à l'heure où l'immense majorité de la gauche mondiale – y compris de nombreuses organisations qui se revendiquent trotskystes – a cédé au vent opportuniste qui a pris de l'ampleur dans les années quatre-vingt-dix, et a complètement abandonné la lutte pour la conquête du pouvoir ouvrier – la dictature révolutionnaire du prolétariat – et la bataille pour la construction d'une direction révolutionnaire à échelle mondiale, ayant comme objectif premier la destruction de l'impérialisme et la construction du socialisme, premier pas vers la société communiste.

C'est avec beaucoup d'émotion et de fierté militante que nous initions une campagne pour commémorer les 30 ans de la LIT-QI, notre organisation internationale, qui en plus de sauver l'héritage du marxisme révolutionnaire depuis sa création, a ses origines dans le courant trotskyste né en Argentine en 1943, dont Moreno était un des fondateurs.

La LIT-QI est le résultat de dures batailles que notre courant international a dû mener – tout comme Marx et Engels, Lénine et Trotsky, en leur temps – en défense des principes, du programme, des politiques, de la méthode et de la morale révolutionnaire, contre toutes sortes de courants révisionnistes au sein et en dehors du mouvement trotskyste international lui-même.

En ce sens, la LIT-QI est l'héritage théorique, politique et organisationnel le plus important de près de sept décennies de lutte de notre courant sous la très forte pression aussi bien de régimes dictatoriaux que de régimes « démocratiques » dans plusieurs pays et continents. Elle est le résultat d'une lutte inlassable pour construire une direction révolutionnaire internationale pour la classe ouvrière mondiale,

dans un combat permanent contre l'opportunisme et le sectarisme.

Dans ce cadre, il y a lieu de souligner le rôle de Moreno. Depuis 1948 ce dernier a consacré ses meilleurs efforts à la construction du parti mondial de la révolution socialiste. Cette lutte a été marquée par plusieurs phases : dans la Quatrième Internationale unifiée jusqu'en 1953 ; dans le Comité International jusqu'en 1963 ; dans le Secrétariat Unifié à partir de cette année jusqu'en 1979 et la construction de la Fraction Bolchevique en 1979 ; et finalement avec la LIT-QI, depuis 1982. Comme on peut le constater, la construction du parti mondial a été une obsession de Moreno tout au long de sa vie. C'était, comme il disait lui-même, « *la priorité numéro un du mouvement ouvrier* », c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de tâche plus importante. Et c'est avec cette compréhension si fondamentale pour le marxisme qu'il a construit plusieurs partis et éduqué des centaines de militants et de combattants ouvriers, populaires, paysans et étudiants.

Toutefois le fait de souligner le rôle important de Moreno dans notre histoire ne nous mène pas à céder à quelque culte de la personnalité que ce soit. Nous croyons, au contraire, que l'une de ses contributions principales, outre ses aptitudes considérables, a été de chercher résolument à construire et à former des équipes de direction. Ceci, ainsi que la méthode de reconnaître publiquement ses erreurs et de les corriger, a été une constante chez Moreno et une caractéristique inexistante au sein de la majorité de la gauche et du trotskysme. Tant le parti argentin que toutes ses expériences pour façonner des organisations internationales ont été marqués par une bataille constante pour que celles-ci soient dirigées par les organismes du parti, et non pas par un chef ou par des dirigeants « infaillibles ». La LIT-QI n'a donc jamais été « l'Internationale de Moreno ». Moreno était, bien sûr, le cadre le plus expérimenté et capable, comme Trotsky l'était pour la IVe Internationale ou Lénine pour le parti bolchevique, mais les décisions passaient toujours par les organes du parti, de façon démocratique.

Il est très important de souligner cette caractéristique, y compris pour

expliquer notre existence actuelle. Cela a été en grande partie grâce à cette méthode de Moreno que la LIT-QI n'a pas disparu, en dépit de la terrible crise qu'elle a subie après sa mort et durant quasi l'ensemble des années quatre-vingt-dix. Ces 25 années durant laquelle la LIT-QI a continué à lutter, sans la présence de Moreno pour nous orienter, sont la principale preuve que sa main de maître nous a avant tout légué de solides bases théoriques, méthodologiques et morales, des bases sur lesquelles nous avons pu, non sans pertes et beaucoup d'efforts, surmonter notre crise et nous présenter maintenant comme une alternative concrète de regroupement révolutionnaire international.

Nous construisons la LIT avec la stratégie de reconstruire la Quatrième Internationale.

Pour nous, la stratégie est la même qu'il y a 30 ans : reconstruire la Quatrième Internationale. C'est la seule issue dont dispose l'humanité pour vaincre l'impérialisme qui la mène sans relâche à la destruction.

C'est pourquoi nos militants – dans chaque pays et dans chaque combat où la réalité et nos modestes forces nous permettent d'être présents – s'efforcent de construire, avec patience et avec une confiance aveugle dans notre classe, une direction internationale qui peut diriger la prise du pouvoir à l'échelle mondiale.

Nous ne nous autoproclamons pas comme « la » Quatrième Internationale, loin de là. C'est une tâche dont l'urgence est critique et qui doit être assumée par tous les révolutionnaires qui se reconnaissent dans cette nécessité et dans un programme de principe en cohérence révolutionnaire avec elle.

Nous sommes conscients qu'il ne s'agit pas d'une tâche réservée seulement à la LIT-QI, même si nous l'endossons comme notre priorité. **Nous construisons la LIT-QI, mais au service de cette tâche plus ample, stratégique, de reconstruire la IVe Internationale.** Nous construisons la LIT-QI pour mettre toutes nos forces militantes ainsi que notre accumulation théorique, programmatique, morale, et d'expérience pratique tout au long de près de 70 ans d'insertion dans les luttes du mouvement ouvrier et du trotskysme, au service de la reconstruction

de la Quatrième Internationale, pour que celle-ci puisse, à son tour, devenir ce qu'a été la Troisième Internationale de Lénine et de Trotsky : un vrai parti mondial de la révolution socialiste.

C'est une nécessité historique qui, de nos jours, est plus urgente que jamais. Car d'une part le système capitaliste-impérialiste passe par une de ses plus graves crises économiques, sociales et politiques, et d'autre part les masses commencent à résister aux attaques capitalistes dans différentes parties de la planète. Ces luttes atteignent aujourd'hui leur point culminant au sein du continent européen et dans le processus impressionnant des révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Voilà pourquoi, camarade, nous t'invitons à nous rejoindre dans notre campagne internationale commémorant les 30 ans de la LIT-QI, à travers de diverses activités, rassemblements et documents que nous allons réaliser et publier tout au long de cette année 2012.

Sur notre site Web, nous publierons des articles qui mettent en valeur notre histoire et nos positions historiques, ainsi que des nouvelles sur les activités qui se développent dans les pays où la LIT-QI est présente. Pour commencer, voici la transcription d'une intervention de Nahuel Moreno lors de cette conférence fondatrice de 1982, où il annonce à juste titre que « *l'existence d'une tendance trotskiste orthodoxe est un fait* », une vérité qui a marqué toute sa vie comme dirigeant révolutionnaire :

« *J'ai la ferme conviction que n'importe quel parti national qui n'est pas dans une organisation internationale bolchevique, avec une direction internationale, commet chaque fois plus d'erreurs, dont une est qualitative : étant national-trotskyste, il finit inévitablement par renier la Quatrième Internationale et en arrive à des positions opportunistes ou sectaires, pour disparaître finalement. S'il est trotskyste, il se développe dans une Internationale ou il disparaît.* »

Secrétariat International de la LIT-QI - février 2012



Il n'y a pas de fraternité de femmes...

A l'occasion de la Journée internationale de la femme, nous publions une déclaration de la LIT concernant le rôle des femmes dans un combat d'actualité, la lutte de Pinheirinho au Brésil. Des femmes haut placées y sont l'ennemie de notre classe.

Massacre au Pinheirinho : un parti de la droite traditionnelle abandonne des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants dans des conditions inhumaines.

Dilma, vous devez exproprier le terrain et le donner aux familles de Pinheirinho. Dans un pays gouverné par une femme, cela ne peut pas continuer ainsi.

Le Secrétariat de la Femme de la LIT (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale), dénonce énergiquement l'expulsion du Pinheirinho à São Jose dos Campos (São Paulo) et la brutalité avec laquelle la police a agi contre les 6 000 personnes vivant sur le lieu, tous des travailleurs, des enfants et des personnes âgées.

Geraldo Alckmin, le gouverneur de São Paulo, et Eduardo Cury, le maire de São José dos Campos, ont démontré dans cet épisode la totale indifférence du Parti de la Social-Démocratie Brésilienne (PSDB) face aux pauvres. Ils veulent criminaliser la pauvreté et la lutte des sans-abri. Nous sommes particulièrement indignées de la présence d'une femme, la juge Marcia Loureiro, parmi les principaux acteurs de cette agression perpétrée contre la classe ouvrière et les pauvres. Cette juge devait signer l'ordonnance de restitution de la propriété et l'expulsion des résidents. Totalement insensible à ce qui devait certainement arriver à ces familles avec de jeunes enfants, dont de nombreux bébés, jetés dans la rue sans aucun abri, elle n'a pas hésité à faire exécuter l'ordonnance d'expulsion.

Les mains de cette femme n'ont pas tremblé au moment de signer un ordre si odieux, même en sachant que cela

pourrait signifier une grande souffrance pour beaucoup de gens, y compris la mort d'adultes et de mineurs, dont le seul « crime » était de construire un village sur un terrain vague pour avoir un toit, ce qui est un élément de premier

elle a dit qu'elle ne pouvait rien faire, alors que le gouvernement fédéral dispose de toutes les conditions pour dicter les mesures nécessaires pour résoudre la situation. L'expropriation de ces terres est une obligation politique d'un gouvernement qui a été élu avec les voix des pauvres de ce pays.

Dans un pays gouverné par une femme, nous ne pouvons pas admettre que des femmes enceintes, des mères avec des bébés, des femmes âgées, soient expulsées de leurs maisons, vivent dans la rue, sans abri et sans nourriture, comme cela se passe au Pinheirinho.

Les promesses de mettre fin à la pauvreté et à la misère doivent maintenant se traduire en actes. Dilma peut faire beaucoup plus que ce qu'elle a fait jusqu'à présent. Comme plus haute instance de la nation, elle peut et doit résoudre ce problème.

Nous exprimons ici notre véhémence protestation contre le gouvernement du PSDB et la juge Marcia Loureiro. C'est la manifestation la plus claire qu'il n'y a pas de fraternité de femmes. La seule fraternité qui existe vraiment, c'est la fraternité de classe qui unit les hommes et les femmes dans la lutte contre les oppresseurs et les exploités ; c'est la seule fraternité en laquelle nous pouvons avoir confiance, lors d'un massacre,

pour aider les familles qui sont maintenant abandonnées à leur sort. La classe ouvrière, nationale et internationale, avec ses femmes courageuses en première ligne, doit prendre cette tâche en mains !

Secrétariat de la Femme,
de la LIT-QI
7.2.2012

La lutte de Pinheirinho

En 2004, des familles sans-abri ont commencé à occuper un terrain abandonné, de plus d'un kilomètre carré, acquis en 1982 par Naji Nahas et qui avait dû le céder dix ans plus tard à la municipalité après la faillite de sa société, en paiement de dettes d'impôt. Les familles ont commencé à y construire leur maison et l'implantation, qui a reçu le nom de Pinheirinho, s'est agrandie par la suite jusqu'à atteindre 2000 familles.

Récemment, un procès fut engagé pour restituer le terrain à Naji Nahas, mais, sachant qu'il y aurait une forte résistance des habitants, le gouverneur de l'Etat de São Paulo, Geraldo Alckmin, résolu de passer outre la sentence de la justice fédérale pour prendre le mouvement par surprise. Le dimanche 22 janvier, à six heures du matin, il envoya 2000 soldats de la Police Militaire pour expulser les occupants. La brutalité de la police a fait de nombreux blessés.

La lutte de Pinheirinho est emblématique de ce début 2012. Le Brésil connaît une certaine stabilité économique et politique, mais les luttes augmentent et la résistance de Pinheirinho est devenue le centre d'une série de luttes populaires.

Vous pouvez manifester votre solidarité avec ces familles expulsées et outragées, en adhérant à une pétition qui se trouve sur notre site (www.lct-cwb.be) et à laquelle plusieurs syndicalistes belges ont déjà répondu.

ordre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, signée par le gouvernement et la magistrature brésilienne et que ceux-ci disent défendre scrupuleusement.

La Présidente Dilma Rousseff vient de déclarer, lors du Forum social mondial de Porto Alegre, que ce qui s'est passé au Pinheirinho était barbare. Puis

Vive les femmes de Pinheirinho !

Vive l'unité entre les hommes et les femmes de la classe ouvrière et du peuple pauvre !

Un logement décent pour tous, maintenant !